

Séance publique du 21 juillet 2022
à 18h00

ROANNAIS
AGGLOMERATION

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DCC 2022-134

Motion

Loi « climat et résilience »
du 22 août 2021
Application de l'objectif
zéro artificialisation nette

Motion du Conseil
communautaire de
Roannais Agglomération

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le 13 juillet 2022, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Christine Aranéo - Marcel Augier - Jean-Jacques Banchet - Martine Barroso - Isabelle Berthelot - Franck Beysson - Romain Bost - Laurence Boyer - Catherine Brun - Dominique Bruyère - Yves Chambost - Nicolas Chargueros - Jean-Luc Chervin - Patrick Collet - Aimé Combaret - Marie-Laure Dana Burnichon - Hervé Daval - Pierre Devedeux - Christian Dorange - David Dozance - Christian Dupuis - Daniel Fréchet - Annie Gerenton - Gilles Goutaudier - Patricia Goutorbe - Jean-Paul Heyberger - Guy Lafay - Sébastien Lassaigue - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Adina Lupu Bratiloveanu - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Stéphane Matias (*suppléant de Marie-Christine Bravo*) - Pascal Muzart - Yves Nicolin - Mahdi Nouibat - Yves Perrin - Philippe Perron - Jade Petit - Marcel Peuillon - Serge Pralas - Stéphane Raphaël - Clotilde Robin - Martine Roffat - Alain Rossetti - Sophie Rotkopf - Jean Smith - Corinne Troncy - Jacques Troncy - Isabelle Valcourt - Denis Vanhecke - Gilbert Varrenne.

Nombre de conseillers	
En exercice	83
Présents	53
Pouvoirs	18
Pour	65
Contre	0
Abstention	6

Certifié exécutoire	26 JUIL. 2022
Reçu en Préfecture	26 JUIL. 2022
Publié	26 JUIL. 2022

Etaient absents :

Absents	Ni pouvoir Ni suppléant	Suppléant	Pouvoir donné à...
Jean-Marc Ambroise	X		
Pierre Barnet	X		
Jean-Yves Boire	X		
Michelle Bouchet	X		
Edmond Bourgeon			Jean-Jacques Banchet
Marie-Christine Bravo		Stéphane Matias	
Marie-France Catheland	X		
Christine Chevillard			Franck Beysson
Pierre Coissard	X		
Sandra Creuzet			Jean-Luc Mardeuil
Jean-Paul Descombes	X		
Jean-Marc Detour	X		
Catherine Dufossé			Catherine Brun
Jacky Geneste	X		
Quentin Guillermin			Maryvonne Loughraieb
Fabien Lambert			Jade Petit
Hélène Lapalus			Christian Dorange
Christelle Lattat			Philippe Perron
Muriel Marcellin			Pierre Devedeux
Franck Maupetit			Annie Gerenton
Patrick Meunier			Guy Lafay
Véronique Mouiller			Isabelle Berthelot
Lucien Murzi			Adina Lupu Bratiloveanu
Nabih Nejjar	X		
Gilles Passot			Romain Bost
Éric Peyron			Serge Pralas
Anne Pilato	X		
Christophe Pion	X		
Didier Prunet			Laurence Boyer
Vickie Redeuilh			Corinne Troncy
Marie-Hélène Riamon			Denis Vanhecke

Secrétaire désigné avec l'approbation de l'assemblée pour la durée de la séance : Jacques Troncy.

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022, portant statuts de Roannais Agglomération et notamment la compétence obligatoire « Aménagement de l'Espace Communautaire » ;

Vu la Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite « Loi Climat et Résilience » ;

Considérant les dispositions de la loi dite « Loi Climat et Résilience », notamment celles concernant la lutte contre l'artificialisation des sols et l'atteinte, en 2050, de l'objectif du Zéro Artificialisation Nette, c'est-à-dire la volonté affichée par l'État de freiner la consommation d'espaces et de limiter l'étalement urbain ;

Considérant qu'il s'agit, au niveau national, de réduire de moitié, sur les 10 prochaines années, le rythme d'artificialisation des sols (c'est-à-dire « l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol ») au regard de la consommation réelle observée des espaces naturels, agricoles et forestiers dans la décennie précédente ;

Considérant que la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite Loi NOTRe a introduit l'obligation pour les Régions d'élaborer un Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) ;

Considérant que cet outil de planification fixe les objectifs de moyen et long termes de plusieurs thématiques qui concernent l'équilibre et l'égalité des territoires, l'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, le désenclavement des territoires ruraux, l'habitat, la gestion de l'espace, l'intermodalité et le développement des transports, la maîtrise et la valorisation de l'énergie, la lutte contre le réchauffement climatique, la pollution de l'air, la protection et la restauration de la biodiversité, la prévention et la gestion des déchets ;

Considérant que le SRADDET de la Région Auvergne Rhône Alpes a été approuvé par arrêté préfectoral le 20 décembre 2019. A compter de cette date, les objectifs du SRADDET s'imposent dans les documents de programmation que sont les SCoT, par ricochet les PLU, Cartes Communales et les PCAET de chaque territoire ;

Considérant que l'objectif national doit être décliné au niveau régional au sein des SRADDET, ainsi, par la suite, qu'au niveau local dans le cadre des SCoT et des PLU, Cartes Communales ;

Considérant la circulaire du Premier Ministre en date du 7 janvier 2022 qui est venue apporter des précisions sur la mise en œuvre opérationnelle de la loi Climat et Résilience. Ainsi, la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers (zone N et A des PLU) doit être divisée par deux entre les années 2021 et 2031 (au regard de la consommation d'espaces naturels agroforestiers sur 2011/2021) et le zéro artificialisation nette (ZAN) doit être atteint d'ici 2050 ;

Considérant la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, décentralisation, déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi « 3DS », laquelle est venue desserrer le calendrier d'intégration dans le SRADDET des objectifs de diminution de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers. Les Régions disposent désormais de l'obligation d'intégrer ces objectifs dans leur SRADDET avant le 22 février 2024 (la loi climat et résilience avait fixé ce délai au 22/08/2023). A contrario, cette même loi a maintenu le calendrier d'intégration des objectifs régionaux dans les SCoT au 22 août 2026 et par ricochet dans les PLU et Cartes Communales au 22 août 2027 ;

Considérant qu'à défaut de respecter ces délais, les sanctions suivantes seront appliquées :

- Toute ouverture à l'urbanisation sera suspendue au sein du SCoT ;
- Aucune autorisation d'urbanisme ne pourra être délivrée sur une zone à urbaniser des PLU (Zone Au) et dans les zones constructibles des Cartes Communales ;

Considérant les travaux de la conférence régionale des SCoT Auvergne Rhône Alpes, qui fournira au Conseil Régional une contribution pour le 16 octobre 2022 ;

Considérant que l'objectif de réduction doit être décliné dans les différentes parties de chaque territoire régional ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré avec 65 voix pour, 0 contre et 6 abstentions (*Denis Vanhecke - Marie-Hélène Riamon - Franck Beysson - Christine Chevillard - Christine Aranéo - Pascal Muzart*) :

- partage la préoccupation de gestion raisonnée de l'espace mais demande que l'application de ces dispositions par les services de l'État s'effectue de manière différenciée suivant la réalité des territoires concernés ;
- demande la création par voie législative ou réglementaire d'un compte foncier national, voire européen pour les projets supra territoriaux ;
- demande la prise en compte des efforts déjà consentis par les territoires dans la réduction de consommation foncière, du traitement des friches industrielles ou militaires et du renouvellement urbain, au cours de ces dernières années ;
- demande la non prise en compte de tous dispositifs destinés à la production d'énergie renouvelable dans le décompte de l'artificialisation ;
- déclare qu'il s'opposera à toute application anticipée des dispositifs législatifs et réglementaires du ZAN qui priverait immédiatement les territoires de toutes possibilités de développement, le ZAN devant devenir à moyen terme un outil d'accompagnement de développement responsable du territoire.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne